

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

AVIS

Tous nos nouveaux abonnés recevront sur leur demande les numéros parus du Socialiste.

L'EXPÉRIENCE RADICALE

La République conservatrice des Thiers, Simon, Favre et C^{ie} n'a pas survécu aux massacres de 1871. Le temps aux ruraux de se dissoudre et elle n'était plus.

La République républicaine des Gambetta et des sous-Gambetta à la Ferry, pour avoir duré plus longtemps, n'est pas moins défunte aujourd'hui. Elle est morte du Tonkin, du déficit et de l'ajournement systématique de toutes les réformes, après avoir failli emporter avec elle dans l'urne qui lui a servi de tombe jusqu'à la forme républicaine.

Reste la République radicale des Clémenceau, Lacroix, Maret et autres Michelin, qui est sortie des scrutins de ballottage du 18 octobre.

Non pas que l'extrême-gauche revienne majorité dans la nouvelle Chambre qui est convoquée en session extraordinaire pour le 10 novembre; mais les 195 voix dont elle dispose contre 196 opportunistes, 29 républicains indépendants et 202 monarchistes, en ne permettant pas la constitution en dehors d'elle d'une majorité gouvernementale, la rendent d'ores et déjà responsable du gouvernement, quel qu'il soit, qui va être.

Du moment que — les chiffres sont là pour le prouver — aucun ministère n'est possible, je ne dis pas contre le parti radical, mais sans lui, qu'il soit ou non en personne, de nom, au pouvoir, le parti radical ne saurait se dégager, plaider non coupable. Il portera le poids de tout ce qui se fera — et de tout ce qui ne se fera pas.

L'expérience radicale commence; la troisième — et dernière — forme de la République bourgeoise est en jeu, ne laissant place, si elle échoue — et elle échouera — qu'à la Révolution. Soit que cette révolution soit déchaînée par la réaction monarchique, soit qu'elle soit ouverte directement par notre prolétariat mûri et trempé au feu des événements.

C'est ce qui doit réconcilier le parti socialiste avec sa défaite nominale — sur le papier des bulletins — du 4 octobre dernier.

Comme l'écrivait Frédéric Engels dans ce fragment de lettre que le *Socialiste* a publié, « la marche si exceptionnellement logique du développement politique de la France n'a pas dévié. » L'évolution bourgeoise — au bout de laquelle il y a forcément l'entrée en scène et en ligne de la France ouvrière — suit son cours. Malgré la complication d'un retour offensif des sectes monarchistes, un grand pas a été fait. Le centre gauche et la gauche usés successivement, avec le radicalisme aux affaires, c'est le dernier bout de la chandelle capitaliste qui brûle ou, si l'on aime mieux, c'est sa dernière cartouche que brûle la classe capitaliste.

Ets'il peut être intéressant d'examiner comment elle va la brûler, ceux qui comme nous ont à l'école de toute l'histoire appris comment naissent, se développent et meurent les classes, sont sans inquiétude sur l'issue finale: ils savent que cette dernière cartouche sera brûlée en pure perte.

La République Clémenceau fera long feu comme les autres. Figée dans le respect de la propriété des non-travailleurs — ou des voleurs — elle ne donnera, elle ne saurait donner aux volés, dont le nombre va augmentant chaque jour, les satisfactions nécessaires.

La crise ouvrière est toujours là que le temps n'a fait qu'aggraver, qui a miné le terrain sous les pas de l'opportunisme impuissant et qui ne sera pas moins fatale au radicalisme incapable de résoudre le problème de la surproduction — insoluble en régime capitaliste.

La crise agricole est là qui a retourné contre le gouvernement ferryste les masses paysannes hors d'état de voir autre choses que leur souffrance, et qui retournera de même les mêmes paysans contre le gouvernement clémenceauliste réduit aux cautères sur une jambe de bois de tarifs protecteurs ne protégeant rien ou d'un libre-échange découvrant tout.

Même dans les questions d'intérêt secondaire comme la suppression du budget des cultes et la révision des conventions scélératement consenties aux chemins de fer, les républicains couleur sang-de-bœuf ne feront ni plus ni mieux que les républicains

couleur cuisse-de-nymphée-émue, parce qu'également conservateurs des droits acquis, ils ne se priveront jamais de cette force de conservation sociale qu'est un clergé-fonctionnaire, et parce qu'également ennemis de la violence, ils se briseront, comme pot de terre contre pot de fer contre les grandes compagnies qui ont pour elles la légalité.

L'avortement en bloc et en détail est aussi inévitable que prochain.

Aux communistes, qui ne sauraient avoir le moindre doute à cet égard, à ne pas se laisser surprendre et à se tenir prêts à tout événement.

Le scrutin de liste rachète tous ses défauts par la logique de ses agissements. Le 18 octobre il avait 34 candidats à choisir : G. Casse s'avance triomphalement et H. Rochefort sort piteusement le dernier.

Germain Casse se recommandait par sa nullité constatée et proclamée par tout le monde, ainsi que par sa conduite louche et traîtresse : sous l'Empire il était blanquiste, aujourd'hui, comme un corps inerte, il est tombé au fond du bourbier opportuniste. Rochefort, au contraire, est un écrivain pétillant d'esprit, un frondeur infatigable : il a contribué à démolir Napoléon III, Mac-Mahon, Thiers, Gambetta, Waldeck-Rousseau et Ferry; demain il sera prêt encore à ouvrir le feu contre Brisson l'austère, et Floquet le gonflé, nos deux futurs gouvernants. Le scrutin de liste n'hésite pas, il donne 286,000 voix à Casse et 241,000 à Rochefort; et il n'a accordé ces nombreux suffrages à l'écrivain républicain, que parce qu'il se trouvait sur la liste d'Allain-Targé et de Casse qui n'ont à se reprocher d'avoir rendu aucun service à la cause républicaine.

Germain Casse est l'élu de Paris, de la ville lumière, du cerveau de la France, du flambeau de l'humanité! Hourrah! — Vive le scrutin de liste!

Les gens assez naïfs pour s'imaginer que l'on doit boire du vin naturel, protestent contre la nomination de M. Hude, le candidat du mouillage.

Pauvres innocents! vous ne vous êtes donc pas aperçus que nous sommes dans le siècle du Dieu Progrès. Et quelle plus grande preuve le commerçant et l'industriel pouvaient-ils donner de leur supériorité sur la nature brute, qu'en la falsifiant, qu'en la dénaturant? — Le commerçant sait aujourd'hui faire du vin sans raisin et du beurre sans le secours de la vache. Quel progrès! Bientôt le boulanger cuira du pain sans froment.

En élisant Hude que patronaient opportunistes et radicaux, le scrutin de liste déclare nettement qu'il est l'ami du Progrès et de la falsification des matières alimentaires, et qu'il désire l'empoisonnement quotidien des consommateurs. Vive le scrutin de liste qui a le courage de ses opinions!

Ces pauvres bonapartistes ont le droit de n'être pas contents, les républicains bourgeois volent leurs trucs et les débinent par dessus le marché.

Le plébiscite est l'étoile polaire du bonapartisme. Les opportunistes et les radicaux se signent au seul mot de plébiscite, mais ils établissent le scrutin de liste qui n'est qu'un plébiscite réduit aux proportions d'un département.

En 1852, les bonapartistes pour gagner les paysans et les bourgeois timorés, se servaient du *Spectre rouge* comme d'un épouvantail; en 1885, les républicains bourgeois pour effrayer les ouvriers et les empêcher de voter selon leurs intérêts et selon les intérêts de la vraie République, agitent devant leurs yeux le *Spectre blanc*, le péril monarchique.

La République opportuniste n'est qu'une servile copie de l'empire bonapartiste.

Bonne foi Broussiste

Ernest Roche, ouvrier graveur, rédacteur de l'*Intransigeant*, était en mai 1884 candidat des possibilistes dans le XVII^e arrondissement (quartier des Batignolles). L'*Intransigeant* patronait sa candidature. Et le journal de M. Brousse n'en portait pas moins les 1262 voix de Roche à l'actif de son parti (voir le *Proletariat* du 10 mai, page 3 colonne 1). — Le même Ernest Roche, ouvrier graveur et rédacteur de l'*Intransigeant*, devient en octobre 1885 candidat de la Coalition socialiste révolutionnaire. Et sous prétexte que sa candidature a été patronnée par l'*Intransigeant*, le journal de M. Brousse « extrait » des suffrages recueillis par la Coalition les 28,294 voix obtenues par Roche.

En 1882 John Labusquière, candidat possibiliste dans

le XI^e arrondissement, soutenu dès le premier tour par Rochefort, groupait quelques milliers de suffrages, que le journal de M. Brousse se hâtait d'enregistrer comme voix socialistes. — En 1885, Vaillant, candidat de la Coalition socialiste révolutionnaire, a groupé 39,491 voix, que le journal de M. Brousse retranche des suffrages socialistes et passe aux suffrages bourgeois parce que Vaillant, comme Labusquière, a été porté sur la liste de Rochefort.

Aux élections législatives de 1881 « Chabert ouvrier » figurait pour le XIX^e arrondissement parmi les candidats de la *France* (journal du soir) juste après Clémenceau et juste avant Gambetta. Les voix qu'il a ainsi obtenues de M. Brousse, et comptées comme telles au parti ouvrier. En 1885 parce qu'ils figurent, non pas sur la liste opportuniste de la *France*, mais sur la liste extra-parlementaire de l'*Intransigeant*, Gambon, Eudes et Granger voient leurs 108,183 suffrages enlevés par le journal de M. Brousse au socialisme révolutionnaire et attribués aux radicaux bourgeois; pourquoi pas aux opportunistes?

Nous pourrions continuer à l'infini cette énumération instructive, mais les trois exemples qui précèdent suffisent à illustrer la bonne foi broussiste.

LA PROPRIÉTÉ DU SUR-SOL

Les bourgeois sont en train d'inventer un troisième genre de propriété, afin de se mettre au niveau des inventions modernes.

Par droit de vol, les bourgeois se sont emparés de la superficie du sol. Tout ce qui le recouvre, moissons, bâtiments, machines, etc., étant produits du travail de l'homme, par droit de vol encore ils en ont pris possession. Les richesses du sous-sol, mines, eaux thermales, étant produits du travail de la nature, il les ont accaparés, toujours par droit de vol. Le vol est la base de la propriété et de la légalité bourgeoises.

Depuis que l'on annonce la découverte de la direction des ballons, des bourgeois s'occupent de s'assurer la propriété du sur-sol, la propriété des couches d'air de l'atmosphère. Rien de plus logique; dans une société basée sur la propriété privée, on ne peut permettre à un ballon de fendre les couches d'air qui se trouvent au-dessus d'une propriété ou d'y stationner sans payer un droit. Ce serait le comble de l'injustice, la violation des droits sacrés de la sacrée propriété.

Un notaire, M. Burgue, le notariat a toujours fourni d'ardents défenseurs de la propriété, s'est dévoué à la constitution de cette propriété du sur-sol, qui existe déjà à l'état embryonnaire: ainsi tous les oiseaux qui traversent en volant une propriété, appartiennent au propriétaire; un oiseau blessé tombant dans un jardin, appartient au propriétaire et non au chasseur. Ce notaire, à l'esprit inventif, veut assimiler les ballons aux oiseaux du ciel. Il fonda une société anonyme, qui devait se composer des propriétaires soucieux de leurs droits, c'est-à-dire de tous les propriétaires. Malheureusement M. Burgue avait plus que les qualités du notaire: s'il aimait à protéger les fonds de ses clients, il aimait encore davantage à se les approprier; il cultivait tellement sa passion appropriatrice, que la police dut y mettre le holà.

Ce brave notaire s'est permis peut-être trop de familiarités avec l'argent qui lui était confié; mais son idée ne sera pas perdue pour l'humanité propriétaire; et sous peu, probablement, nous verrons des personnages moins folicheux reprendre la question et asseoir, sur les bases solides de la justice, la propriété du sur-sol. — Il faut s'attendre à tout. — D'ailleurs, à bien considérer le sujet, la propriété du sur-sol ne serait ni plus étrange ni plus attentatoire aux droits de la nation des travailleurs que la propriété du sol et du sous-sol qui existent déjà.

Voici le résumé du dernier rapport médical arrivé du Tonkin :

La moyenne journalière des malades traités dans les hôpitaux dépasse deux mille: la moyenne journalière des malades traités à l'infirmerie, sans aller à l'hôpital, dépasse quinze cents.

Il y a des jours où les malades, soignés à l'infirmerie et dans les hôpitaux, dépassent quatre mille.

La mortalité a suivi une progression bien effrayante pendant les six derniers mois:

En avril, il y a eu :	90 morts
En mai.	141 —
En juin.	374 —
En juillet.	454 —
En août.	950 —
En septembre.	1.100 —

Ces chiffres sont absolument officiels.

LE SCRUTIN DE LISTE

Des républicains bourgeois refusent d'admettre, et pour cause, que le succès des monarchistes au premier tour de scrutin est le résultat fatal des crimes politiques commis par les opportunistes avec la complicité des radicaux; ils préfèrent rejeter toutes les responsabilités sur le scrutin de liste qui n'en peut mais.

Depuis longtemps nous avons déclaré que le scrutin de liste était le *silence aux partis pauvres* ! qu'il était l'étranglement électoral du parti socialiste : et précisément, c'était là le but que cherchaient à atteindre les meneurs de l'opportunisme et du radicalisme.

Le scrutin de liste supprime les luttes individuelles, les rivalités de clocher; ce sont les partis coalisant leurs fractions dissidentes qui entrent en lutte; et la victoire reste aux partis qui disposent de grands capitaux, qui possèdent de nombreux journaux quotidiens. Sur ce terrain les radicaux et les opportunistes, coalisés en maints départements dès le premier tour, pouvaient lutter avec avantage contre les conservateurs: depuis des années ils se sont fourrés dans tant de sociétés financières, comme des rats dans des fromages, qu'ils ont volé autant de millions que les monarchistes. Et si dans une lutte où il ne s'agit que d'aligner des milliers de francs, ils s'avouent battus, ils déclarent qu'ils sont plus pingres que les bonapartistes et les orléanistes. Mais tel n'est pas le cas; les républicains bourgeois ont fait bourse commune et ont dépensé autant que les conservateurs. — Les socialistes, qui souffrent du mal chronique de misère, ont seuls le droit de récriminer contre ce mode de votation.

Ce sont les opportunistes et les radicaux qui ont prôné, réclamé et imposé le scrutin de liste; et ils savaient à merveille ce qu'ils faisaient.

Quand le droit de vote était restreint *au pays légal*, c'est-à-dire à ceux-là seuls qui payaient une certaine quantité d'impôts, les collèges électoraux ne se composaient que de quelques centaines d'individus: chaque collège électoral ne comptait guère plus de membres que certains comités électoraux de nos jours. Le député élu par un très petit nombre de votants, était alors sous leur complète dépendance, le moindre déplacement de leurs voix lui faisait perdre sa place. Le mandat de député avait alors une réalité; le mandat était tenu de consulter les intérêts et les opinions de ses mandataires et de s'y conformer. Il était alors un véritable représentant des propriétaires qui l'avaient élu.

Le suffrage universel a modifié les rapports qui autrefois existaient entre l'élu et les électeurs. Les milliers d'électeurs qui nomment un député, n'ayant aucun lien entre eux, ne se réunissant qu'accidentellement pendant la période électorale, ne peuvent imposer leur volonté à l'élu, puisqu'ils ne peuvent parvenir à se faire une idée commune, nette et arrêtée sur n'importe quelle question. Les comités électoraux qui s'organisent, essayèrent de parer à cette absence d'idée commune du corps électoral; ils rédigèrent des programmes qui avaient la prétention de formuler les opinions de la majorité des électeurs. Les comités n'ayant pas sur l'élu le pouvoir que possédait le corps électoral alors que le droit de vote était restreint, ils voulurent lier le député par le mandat impératif. C'est vers la fin de l'empire, lorsque l'on commençait à conquérir un peu de liberté politique, que les comités essayèrent de prendre ces libertés avec les députés. Ces messieurs trouvèrent que cela dépassait la mesure, ils regimbèrent: « violenter nos consciences, douter de notre honorabilité, etc., allons donc! » Jules Favre, le chef du parti républicain, était tellement indigné, qu'il demanda que l'élection de tout député qui aurait accepté le mandat impératif fût cassée par ce seul fait. Avec le suffrage universel tel qu'il fonctionne aujourd'hui, le député n'a qu'une préoccupation: conserver pleine et entière son indépendance et la liberté de trahir à sa guise ses électeurs.

Mais les députés bourgeois trouvèrent que le scrutin d'arrondissement, même sans mandat impératif, ne leur offrait pas suffisamment de protection contre leurs électeurs. Ils étaient obligés d'approuver au moins des lèvres, des programmes qui, comme celui accepté par Gambetta en 1869, pouvaient devenir extrêmement gênants. Il y avait encore d'autres devoirs à remplir, très ennuyeux: le candidat devait payer de sa personne, se présenter devant les électeurs, répondre à des questions, être discuté. Tant que le parti socialiste n'existait pas, cela allait encore assez à la douce: le candidat se contentait de débiter des boniments sur la liberté, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, sur le Sénat et autres chinoiseries des programmes républicains bourgeois, et les gogos du suffrage universel étaient transportés de joie. Mais les socialistes, à Paris du moins, obligèrent les farceurs du radicalisme à chanter sur un autre ton. — Une fois la timbale décrochée, le député

devait au moins une fois l'an venir rendre compte de son mandat, de ses votes, dans des réunions publiques; cela leur paraissait plus désagréable que d'avalier des onces d'huile de ricin, depuis que ces damnés socialistes les harcelaient de questions et leur mettaient le nez dans leurs saletés parlementaires.

La situation n'était plus tolérable: il fallait être plus qu'un Romain pour accepter ce chien de métier de député. M. Ranc, le chef occulte de l'opportunisme, le déclarait publiquement: — ses réunions tumultueuses, où l'on malménait sans ménagements les hommes les plus honorables, où l'on osait leur reprocher leurs actions déshonorantes, écartaient des affaires publiques les hommes les plus capables; il entendait par là ceux qui avaient le plus de capacité pour voler la nation. Il fallait au plus tôt remédier à cet épouvantable état de choses; et le scrutin de liste était la panacée contre tous les maux électoraux. Il fut voté d'enthousiasme par tous les députés qui croient que le commencement de la sagesse politique est la crainte des électeurs.

Nous venons de le voir fonctionner, il est vraiment magnifique.

Les ouvriers radicaux qui commencent à être lassés d'être dupés par les Clémenceau, les Pelletan et autres Maret, avaient voulu profiter de ces dernières élections pour arracher quelques réformes. Ils se réunirent, formèrent des comités qui se fédérèrent, rédigèrent un programme, et formulèrent des conditions à imposer aux candidats. Va te faire lanlaire! Ces conditions n'étaient pas du goût des députés sortants, ni de celui des candidats espérant entrer. Les députés et les rédacteurs des journaux radicaux se constituèrent en grands électeurs de Paris; ils envoyèrent promener les comités radicaux avec leur programme et leurs conditions attentatoires à la liberté des élus du suffrage universel; ils dressèrent une liste de candidats, où s'épanouissaient les noms des Floquet, des Barodet, des Lockroy; elle eut la majorité à Paris. Et pour obtenir ce brillant résultat les candidats n'eurent pas besoin de tenir une seule réunion publique, ni de montrer un bout de leur précieuse personne à leurs électeurs. On voit combien l'amour des députés radicaux pour les réunions publiques, est désintéressé; ils renoncent à s'en servir.

Ah! les nouveaux députés du scrutin de liste sont libres et fiers d'être Français: — ils n'ont aucun devoir envers les électeurs, ils peuvent sans remords se consacrer à leurs intérêts personnels. Du temps du scrutin uninominal, un ou deux milliers d'électeurs pouvaient se réunir, appeler à leur barre le député de l'arrondissement et lui dire: « Nous sommes une fraction importante du corps électoral que vous êtes chargé de représenter, vous devez écouter nos remontrances et obéir à nos décisions. » — Est-ce qu'ils peuvent tenir un tel langage aujourd'hui? M. Maret qui se rendait aux réunions de ses électeurs comme un enfant que l'on amène à l'école à coups de martinet, pourra faire un pied de nez à ses électeurs et leur répondre: « Comment vous êtes deux, trois mille, et vous avez la prétention de me dicter ma conduite, apprenez que je suis l'élu de plus de 280 mille électeurs. Fichez-moi la paix! »

Le scrutin de liste est l'émancipation des députés.

CHIFFRES ET FAITS

Au lieu de reconnaître franchement que sa tactique divisionniste lui a été aussi fatale qu'elle a été avantageuse aux partis politiques bourgeois, le journal que dirige M. Brousse (1) essaie de transformer sa défaite en victoire.

Jonglant avec les chiffres, en même temps qu'il réduit tantôt à 10,000, tantôt à 11,000 les voix de la Coalition socialiste révolutionnaire, à laquelle il pourrait aussi bien ne pas en donner du tout, il affirme avoir « maintenu les positions acquises ».

« Positions maintenues » alors que les 33,604 suffrages possibilistes de mai 1884 tombent non pas à « 19,000 en moyenne, » mais à 18,193, pas une de plus.

« Positions maintenues » alors que dans les cinq arrondissements où il réunissait le plus grand nombre de suffrages l'année dernière, le parti de M. Brousse ne perd pas moins de 7,423 électeurs sur 20,120 ainsi qu'il résulte du tableau comparatif suivant:

	1884	1885	en moins
XX ^e arrond. 4694 voix		3596 (2)	1098
XIX ^e — 4395		2348	2047
XVIII ^e — 6486		4209	2277
XVII ^e — 2391		1330	1061
XV ^e — 2154		1214	940
		voix perdues	7423

(1) Voir le *Petit Radical du Midi* du mois de septembre, qui paraît à Montpellier et où M. Brousse figure en qualité de « directeur du *Proletariat* » à côté du grand exploitateur Menard-Dorian sur la liste radicalo-opportuniste.

(2) En prenant pour mesure Joffrin, c'est-à-dire le candidat

Peu nous importe d'ailleurs une arithmétique ultra-fantaisiste, qui est affaire entre le *Proletariat* et ses lecteurs et que nous ne relevons qu'en passant. Si ces derniers aiment à être trompés, comme la femme de Sganarelle aimait à être battue, libre à eux.

Ce qu'il nous est impossible en revanche de laisser dire et écrire, c'est que la Coalition socialiste révolutionnaire — comprenant le Comité révolutionnaire central, l'Agglomération parisienne du Parti ouvrier, la Fédération des groupes socialistes de la libre-pensée, les syndicats et autres groupes indépendants — a été « formée contre le Parti ouvrier » possibiliste.

A ce *faux* journalistique il nous suffira d'opposer, pour en faire justice, la triple démarche faite officiellement auprès de l'Union fédérative en vue de solidariser toutes les fractions socialistes sur une liste unique contre la bourgeoisie.

La première démarche a été tentée par l'Union socialiste dont les trois délégués ont été à peine écoutés, bien que les groupes qui la composaient — l'Agglomération parisienne notamment — se fussent déclarés prêts à abandonner la presque totalité de la liste à l'appétit possibiliste. Tout ce que nous demandions c'était, avec un ou deux candidats, la possibilité de faire campagne, d'affirmer notre programme, de combattre en un mot.

La seconde démarche appartenait au Comité révolutionnaire central, dont les délégués ont vu Joffrin et Chabert entre autres — sans plus de succès, hélas! bien que pour faire balle contre l'ennemi commun on fut également disposé à toutes les concessions.

La troisième — mais pas la dernière — est sortie de l'initiative du *Cri du Peuple*; et son échec n'a pas empêché Guesde, Lafargue, Blank, Bergerot et d'autres de revenir à la charge dans des réunions publiques et d'offrir leur place, sur la liste commune à refaire, à leurs pires insulteurs.

Avant tout unissons-nous contre la classe capitaliste, telle a été l'unique pensée de la Coalition qui, malgré des attaques de toute nature, a refusé jusqu'au bout de rendre coup pour coup et de traiter en adversaires des camarades égarés.

Nous pourrions encore rappeler la proposition de l'Agglomération parisienne, tendant pour le second tour à réunir sur une liste partielle — à laquelle nous nous serions attelés avec autant d'ardeur que de désintéressement — Joffrin et Gambon, Allemane et Vaillant.

Mais la cause est entendue — pour tous ceux au moins qui savent et veulent entendre. Le Parti possibiliste n'a eu « contre lui » que lui-même, que son esprit de boutique qui l'a fait abandonner par près de la moitié de ses soldats. Et, si la leçon du 4 octobre peut lui servir, il trouvera dans tous les groupements coalisés, avec l'oubli des injures reçues, les moyens de réparer ensemble un désastre dont il est seul responsable.

LA RÉPUBLIQUE EN DANGER

Comme au 18 mars, comme au 14 octobre 1877 et peut-être plus qu'au 14 octobre, la République est encore en danger.

Déjà à la première de ces époques, après six mois d'une existence affreuse, elle courut le risque de sombrer sous les coups de la réaction, et il ne fallut rien moins pour la sauver que l'héroïsme du peuple de Paris: car malgré la défaite sanglante de la Commune, il est hors de contestation qu'elle a fait alors avorter le projet d'une restauration monarchique. Cependant les partisans du roi n'avaient pas perdu tout espoir et après avoir renversé Thiers qui, pour des raisons que nous n'avons pas à rechercher ici, ne voulait plus se prêter à leur projet, ils tentèrent de nouveau la fortune au seize mai.

On sait ce qu'il advint, on n'a pas perdu le souvenir de la campagne des 363 ayant Gambetta à leur tête.

Le 14 octobre fut un triomphe éclatant.

Partis 363 ils revinrent, ainsi que l'avait prédit le prophète de Cahors, plus de 400 à la Chambre. La République était donc sauvée; la réaction était définitivement vaincue, il ne restait plus pour la loyale épée, pour le Bayard de carton moderne, qu'à se d'emettre ou se soumettre: il se démit.

Enfin on respirait! On était enfin maître de la situation, ou allait pouvoir réaliser les réformes promises depuis si longtemps.

Or, depuis ces événements huit années se sont écoulées, huit années pendant lesquelles les républicains ont été maîtres de tous les pouvoirs: présidence de la République, majorité à la Chambre et majorité au Sénat; et voilà qu'au bout de ce temps la République que l'on pouvait croire hors de tout danger, se trouve de nouveau compromise par l'incurie ou la complicité de ceux qui avaient reçu mandat de la consolider.

Incurie et complicité, pouvons-nous dire, car il y a de l'une et de l'autre, complicité parce que après avoir noyé dans le sang l'insurrection communaliste, on épargnait les conspirateurs réactionnaires, leur laissant ainsi la possibilité de recommencer. Complicité parce que, tandis que l'on arrêtait et enfermait dans les cachots de la République les socialistes coupables de réclamer les réformes promises et toujours ajournées, on laissait conspirer ouvertement royalistes et bonapartistes sous le prétexte que la République était assez forte pour n'avoir rien à craindre de leurs intrigues.

Complicité parce que, au lieu de jeter au feu tout l'arsenal des lois de la monarchie, on a, sous un gouvernement

le plus favorisé de la liste possibiliste. A quelle perte n'arriverait-on pas si au lieu des 33.000 voix de Joffrin, notre calcul était établi sur les 12.000 de Berthaut.

républicain, préféré les conserver pour s'en servir contre les républicains.

Complicité enfin parce que, après avoir déclaré que le cléricalisme était l'ennemi, on n'en a pas moins continué à le choyer et à l'entretenir grassement; et qu'en outre malgré un simulacre d'épuration, on a laissé l'administration, la magistrature, la police et l'armée aux mains des pires ennemis du peuple.

Incurie aussi, car dans le gouvernement de la République, au point de vue de leurs propres intérêts, les avocats sans causes de la fin de l'empire, devenus les ministres de la troisième République, se sont montrés d'une incapacité notoire, accumulants fautes sur fautes, donnant ainsi des armes aux adversaires de nos institutions et dégoûtant du régime républicain la partie indifférente de la population. Et aujourd'hui que les réactionnaires se servent habilement des armes qu'ils leur ont fournies, dirigeants crient à la calomnie! Sans doute les débris de la réaction ne sont pas plus propres qu'eux; pour nous d'ailleurs ils se valent et sortent d'un même tonneau, tous bourgeois et exploités.

Ainsi, après huit années de République, nous en sommes revenus au même point; tout est encore une fois remis en question.

Nous ne sommes guère plus avancés; au moins à cette époque avions-nous de l'espoir, nous pouvions encore nous faire illusion; nous allions voir à l'œuvre nos républicains qui avaient enfin leurs coudées franches, ils allaient, comptons-nous, opérer quelques réformes, pas tout ce que nous désirions, bien entendu, mais enfin on allait marcher!

Eh! bien, cette illusion nous ne l'avons plus, à l'heure actuelle nous sommes fixés; et si, comme nous le souhaitons, la République est encore une fois sauvée, radicaux et opportunistes continueront comme par le passé leur politique d'inaction et d'énervement.

Mais alors gare; tant va la cruche à l'eau qu'elle finit par casser, et il pourrait bien arriver que las enfin d'être toujours trompés et bafoués, les électeurs de ces messieurs, après les avoir fait entrer depuis si longtemps par la porte du Palais Bourbon se décidassent enfin à les faire sortir par la fenêtre.

Ce jour-là les socialistes révolutionnaires seront de la fête.

A. R.

LETTE D'AMÉRIQUE

New-York, 16 octobre 1885.

Le congrès du parti ouvrier tient en ce moment ses séances à Cincinnati.

Le dernier congrès s'est tenu à Baltimore en 1883. Le parti a été fortement éprouvé: d'un côté des querelles intestines déchiraient son sein; de l'autre, il était attaqué furieusement par les anarchistes, ces désorganiseurs de tout mouvement socialiste. Mais par bonheur nous avons pu apaiser toutes nos dissensions intérieures et réduire les anarchistes à l'impuissance; leur grand chef, Johann Most, s'est tellement couvert de ridicule, qu'il est l'objet de la risée générale. Pendant ces deux années notre parti a fait de grands progrès. Au congrès de Baltimore, il n'y avait que 16 délégués représentant 20 sections; au congrès de Cincinnati il y a 27 délégués représentant 39 sections.

La veille de l'ouverture du Congrès le citoyen A. Jonas, délégué de New-York et ex-rédacteur du *New-Yorker-Volkszeitung*, dans un remarquable discours exposa le but pratique du socialisme moderne.

Dans la première séance du Congrès, notre ami, le citoyen Rosenberg, secrétaire général du parti, a lu le rapport sur la marche et le développement du parti socialiste aussi bien en Europe qu'en Amérique. — Voici le résumé de cet important document. La démocratie socialiste allemande tient l'avant-garde: elle croit en nombre et en influence malgré Bismarck et ses poursuites. Aux dernières élections (1884), le parti rassembla sur ses candidats à peu près 700,000 voix, 200,000 de plus qu'aux élections précédentes (1881) et envoya 24 députés au Reichstag. Cette victoire des socialistes allemands a produit une grande impression sur tous les hommes intelligents des autres nations; elle a amené un grand nombre de prolétaires dans nos rangs et a agrandi nos espérances.

En France, le parti socialiste a repris ses forces après le coup de 1871. Aux dernières élections municipales de Paris il a réuni 35,000 voix sur ses candidats. Pour les élections du 4 octobre le parti fait des efforts énergiques; il a créé des journaux dans plusieurs villes.

Les partis socialistes allemand et américain ont tenu à honneur de venir en aide au parti français pour les élections législatives. Cette conduite des socialistes allemands a produit un bon résultat — l'affaiblissement du chauvinisme dans la classe ouvrière française.

En Danemarck le mouvement socialiste est devenu un vrai mouvement populaire. Le *Sozialdemokraten*, organe officiel du parti danois, est une force. En avril de cette année le parti organisa à Copenhague une grande démonstration de plus de 60,000 hommes.

En Belgique, où le parti fait des progrès depuis des années, les diverses Chambres syndicales ont formé une Union générale des Chambres syndicales. Ces Chambres syndicales se sont placées sur un terrain tout à fait socialiste.

En Hollande le socialisme se développe rapidement. L'organe officiel du parti est le *Recht voor*.

Le développement du socialisme en Angleterre est de la plus grande importance pour le mouvement américain. Quand nos adversaires voulaient nous prouver par des faits que le socialisme était une impossibilité, ils nous

citaient les Anglais, ces hommes pratiques par excellence, qui ne connaissent pas le socialisme même de nom. Mais les choses sont changées. Un mouvement socialiste des plus énergiques s'est créé pour ainsi dire spontanément en Angleterre. Les socialistes tiennent des meetings en plein air de plusieurs milliers d'ouvriers; la police a voulu les empêcher, ils ont bravé la police. Ils ont créé plusieurs journaux et publié de nombreuses brochures. Leur action est si puissante, que même les *trades-unions* ont dû commencer à s'occuper de socialisme.

En Amérique, les idées socialistes pénètrent partout; depuis le congrès de Baltimore le parti a doublé le nombre de ses sections; il a pu remettre aux Allemands pour leurs élections plus de 6,000 dollars (30,000 francs); et aux Français 1,600 francs; il a envoyé des propagandistes dans toutes les grandes villes; il a créé des journaux, il a imprimé plus de 42,000 brochures en langue anglaise et distribué à des centaines de mille des manifestes sur feuilles volantes. Le nombre de brochures imprimées en langue allemande est de 120,000.

Le parti possède trois journaux — l'organe officiel *Der Socialist*, le *New-Yorker-Volkszeitung* et le *Philadelphiaer Tageblatt*. Le parti a perdu trois journaux locaux — à New-Haven, San Francisco et Chicago. Par contre, le nombre de journaux des Chambres syndicales propageant l'idée socialiste, a augmenté. Ces organes sont: *Der Hammer*, organe des ouvriers sur métaux, *Progress*, organe des ouvriers cigariers en trois langues, (allemand, anglais et bohème), *Mobel-Arbeiter-Journal* organe des ébénistes, en deux langues, (anglais et allemand), et enfin *Deutsch-Amerikanische-Backerzeitung*, organe des ouvriers boulangers.

Les organes des Chambres syndicales sympathiques aux socialistes sont: *the Unionist* (à Cincinnati, organe des Chambres syndicales fédérées, en anglais et allemand), *the Carpenter* (à Cleveland, en anglais et allemand), *the Denver Labor enquirer* et *John Swintons Paper*. Mais ce qui est encore plus important, c'est que les 100 journaux ouvriers anglais qui existent en Amérique, sont devenus plus radicaux et empruntent beaucoup d'articles à la presse socialiste. Ils ne croient plus à la fable de l'harmonie entre capital et travail. Les ouvriers de race anglaise sont poussés par la logique des faits et par le développement et la concentration de l'industrie et de la production; et le jour n'est pas loin où le mouvement socialiste, porté maintenant « seulement par des Allemands, » deviendra un mouvement populaire général en Amérique.

Dans ma prochaine lettre je vous rendrai compte des travaux du Congrès.

Op.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Paris — Dans une lettre à ses 269,000 électeurs, qu'il signe « député ouvrier », Camélinat se réclame de l'*Internationale* dont il a été un « militant » et de la Commune de Paris dont il a été un « combattant ».

Il s'efforcera d'être à la Chambre l'homme de son passé; et pour ce, « ne se faisant inscrire à aucun groupe constitué » il « insistera tout d'abord sur le devoir de notre gouvernement républicain de se joindre à la Suisse pour prendre l'initiative d'une législation internationale du travail. »

Le parti ouvrier qui, dans son dernier congrès national de Roubaix, a porté cette question à l'ordre du jour des prolétaires de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique et de Suisse, ne peut que prendre acte de l'engagement souscrit par l'ancien délégué à la Monnaie.

Nous la lui rappellerons sans relâche, ainsi que sa promesse d'une « législation sociale protégeant efficacement les travailleurs des diverses catégories, et en raison directe de leur faiblesse tant au point de vue de l'hygiène, des heures du travail, du repos d'un jour par semaine, qu'au point de vue de la garantie contre les accidents, la maladie, les chômages et les dénuements de la vieillesse. »

Ce ne sont là sans doute que des palliatifs, qui laisseraient subsister dans son entier le problème social. Mais, outre qu'on ne saurait demander plus à la société actuelle, ces réformes, si elles venaient à être réalisées, seraient d'un puissant secours pour l'organisation révolutionnaire de notre classe ouvrière. Aussi les appuierons-nous de toutes nos forces.

Voici en tous cas, Camélinat engagé — et par lui-même. Il lui faut agir, et vite, à peine de doubler dans le mépris ouvrier les Tolain et les Nadaud.

Ardenes. — Les candidats de la Fédération des travailleurs socialistes se sont désistés en faveur de la liste républicaine bourgeoise.

Dans leur manifeste aux électeurs ils s'expriment comme suit :

« Nous engageons tous les citoyens socialistes qui ont eu le courage de s'affirmer sur notre programme et de voter pour nos candidats, à reporter leur nom sur la liste la plus radicale, c'est-à-dire la liste du comité central républicain. »

Au bas de cette pièce figurent les noms de J. B. Dumay et Blondeau, candidats possibilistes à Paris qui ont refusé de faire liste commune avec le Comité révolutionnaire central et l'Agglomération parisienne du parti ouvrier.

Bordeaux. — Nous recevons, avec prière d'insérer, la note suivante du *Comité central socialiste révolutionnaire de la Gironde* :

« Après vérification faite par la commission de contrôle dans sa séance du 14 octobre, le comité fait connaître à

ses adhérents que la situation financière a été régulièrement liquidée, toutes dettes payées. Le comité remercie tous les citoyens qui, en lui envoyant leur souscription, ont bien voulu l'aider dans sa tâche de propagande. Il fait appel à tous les citoyens conscients qui se sont affirmés au scrutin du 4 octobre sur la liste socialiste, et les invite à s'organiser sérieusement en vue de la propagande révolutionnaire. Le groupe des « légaux » se réunit tous les mercredis et samedis soir, salle des Porcherons, 8, rue Honoré-Tessier, à Bordeaux. »

Lyon. — La situation est la même que la semaine précédente: les quelques rares fabricants qui ont quelque peu d'ouvrage à distribuer, l'offrent à des prix dérisoires; entre autres la maison Ducoté, Caquet-Vauzèle et Cole qui offrent des articles à 0,30 c. de diminution par mètre soit environ 1 fr. 50 c. sur la journée de travail.

Les syndicaux sont impuissants à remédier à la situation; d'un autre côté les autorités ne prenant aucune mesure pour pallier à la crise, le mécontentement devient de plus en plus général parmi la classe ouvrière.

Que sera-ce si l'hiver est rigoureux ?

Reims. — Nous n'étonnerons personne en disant que dans presque toutes les villes industrielles, la réaction règne en souveraine.

Presque partout les ouvriers sont à la merci de ces gens qui viennent de nous prouver une fois de plus qu'ils sont décidés à avoir recours à tous les moyens pour nous soumettre de nouveau au joug monarchique.

Se servant de leur influence patronale au gré de leurs opérations politiques, l'ouvrier n'est plus pour eux qu'un instrument qui doit agir suivant l'impulsion qu'on lui donne.

A Reims, nous pourrions citer bien des faits qui rendent notre affirmation évidente.

Avant les élections on avait besoin d'exciter la masse contre la République, aussi a-t-on diminué les salaires, arrêté des métiers, mis un grand nombre de malheureux sans ouvrage, c'est dire sans pain.

Inutile d'ajouter que cette terrible situation était habilement exploitée. Ces pauvres patrons auraient bien voulu ne renvoyer personne, ne pas diminuer les salaires, mais tout était la faute de cette fameuse République qui n'a jamais procuré aux travailleurs que la misère.

Peut-être cela irait mieux après les élections, si les ouvriers votaient bien; mais tant que la République existera, les affaires ne marcheront pas, etc., etc.

Cette tactique n'a qu'à moitié réussi, et la preuve c'est que dans la Marne du moins, la liste réactionnaire est restée à plus de dix mille voix en arrière de la liste d'union républicaine.

Cela, on le comprendra, ne pouvait satisfaire nos bons exploités; aussi aujourd'hui semblent-ils disposer à se venger sur les malheureux qu'ils occupent.

Le fameux Loth qui, le lendemain du 4 octobre, fit reprendre le travail en déclarant que c'était parce que les élections avaient bien marché, vient de changer d'avis après le scrutin du 18: le travail sera de nouveau limité aux heures de jour.

L'illustre Walbaum, dont on a eu tant de fois à s'occuper dans la *Défense des travailleurs*, n'a pastardé non plus à faire sentir son mécontentement. Le lendemain du 18 octobre il arriva comme un furieux dans son atelier (dit des coutures), il se rendit immédiatement au bureau de son contremaître, et tout en lui remettant un nouveau tarif lui dit: vous allez diminuer tous les rattacheurs de 0 fr. 50 c. par jour y compris les caporaux.

Le même ordre fut donné à l'autre atelier appelé « le petit saint Pierre ». On assure même que la diminution dans cet atelier atteindrait aussi les fleurs et les soigneuses.

Les ouvriers, après avoir refusé cette diminution de salaire, ont tenu à parler à M. Walbaum qui n'a trouvé rien de mieux que de rire au nez des malheureux lui demandant comment il ferait pour vivre avec un salaire de trois francs par jour.

Ils lui ont proposé alors d'accepter une diminution de 0,25, mais notre patron réactionnaire n'a voulu rien entendre: vous travaillerez à 3 fr. par jour ou vous vous en irez; j'ai du fil dans mes caves pour plus de six mois, vous pouvez donc cesser de travailler si bon vous semble, cela m'est bien égal.

Les nouveaux tarifs ne devant être appliqués que le 24 octobre, les ouvriers ont repris leur travail; mais on nous assure qu'au moment où paraîtront ces lignes, ils quitteront l'atelier, ne voulant pas subir une diminution de salaire qui ne leur permettrait pas de subvenir aux plus pressants besoins de leur famille.

Et voilà comment messieurs les réactionnaires entendent prendre leur revanche de l'échec qu'ils ont subi le 18 octobre. On assure même que M. Walbaum aurait dit à plusieurs ouvriers qui se seraient rendus près de lui pour avoir du travail: allez en demander à la République.

Plus de cinquante ouvriers et ouvrières vont se trouver probablement dans l'obligation de se mettre en grève pour résister aux exigences capricieuses d'un maître non satisfait du résultat électoral.

Si nos camarades sont poussés à cette extrémité, nous espérons que les travailleurs s'empresseront de les soutenir, et même que les républicains se feront un devoir de répondre à cette nouvelle provocation en secourant ces victimes de la réaction battue et cherchant à se venger.

ÉTRANGER

Allemagne. — Un des axiomes du socialisme scientifique est que le gros capital mange le petit capital. Certes les petits capitalistes, les petits patrons sont à plaindre, mais ces spoliés viennent renforcer les cadres du prolétariat, les cadres de l'armée révolutionnaire. Ceux qui ne

veulent pas entendre le langage de la raison comprendront celui des faits brutaux.

Voici un fait bien frappant de ce que nous avançons. Dans une ville industrielle de la Lusace prussienne, à Spremberg, il y avait en 1874 deux cent soixante-dix-huit fabriques de drap; aujourd'hui, en 1885, après 11 années, il n'en reste que cinquante-sept. Mais ces 57 fabriques sont plus riches que les 278 de 1874. Et cela est bien naturel, les 57 ayant avalé les 221 autres fabriques, ont fait pendant ce temps d'excellentes affaires.

Dans la lutte industrielle et commerciale, le plus faible est vaincu par le plus fort. Et nous demandons aux défenseurs de la propriété privée, qui détruit cette propriété privée? Est-ce que ce sont, par exemple, les socialistes révolutionnaires? Non, au contraire, c'est justement la société bourgeoise qui la détruit, tandis que nous socialistes révolutionnaires, nous voulons mettre fin à ces exploits de brigands.

— L'énergie déployée par les socialistes de Berlin dans la propagande de leurs idées, se mesure par les dépenses et les recettes de l'année 1884-85.

Nous y trouvons une recette de 4,929 fr. désignée comme « collecte »; la vente du *Sozial demokrat* à Berlin donne un revenu de 2,227 fr., la vente des brochures donne un profit de 188 fr., le *Neue-Welt-Kalender* un profit de 1,307 fr. Une tombola rapporte 193 fr. Dans l'état des dépenses nous trouvons 454 fr. donnés aux membres du parti expulsés de Berlin, 100 francs aux membres nécessités de passage à Berlin, 2,304 fr. aux familles des expulsés et des internés; pour des journaux et des brochures, payé à Zurich 4,000 fr.; pour les dernières élections une dépense de 40,000 fr.

Et cela malgré la loi contre les socialistes, malgré les centaines de mouchards qui grouillent à Berlin.

Suisse. — Une statistique bien curieuse dressée en Suisse chaque année à l'occasion de la conscription, nous donne la liste des métiers qui sur 1000 conscrits fournissent le plus d'impropres au service.

Bouchers	donnent	24	Professeurs	—	36
Maçons	—	24	Marchands	—	38
Voituriers	—	24	Restaurateurs	ou	mar-
Mécaniciens	—	27	chands de vin	—	38
Boulangers	—	30	Agriculteurs	—	41
Charpentiers	—	30	Peintres	—	41
Forgerons	—	30	Selliers	—	41
Ferblantiers	—	31	Tonneliers	—	41
Charrois	—	31	Typographes	—	41
Meuniers	—	33	Horlogers	—	41
Serruriers	—	33	Cordonniers	—	47
Menuisiers	—	34	Tisseurs et fileurs	—	47
Etudiants	—	35	Ouvriers de fabrique	—	51
Jardiniers	—	36	Journaliers	—	52
Brodeurs	—	36	Tailleurs	—	66
Ouvriers de chemins de fer et employés	—	36			

Variétés

Manifeste communiste

III. — LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

c. Le socialisme allemand ou le « Vrai socialisme »

La littérature socialiste et communiste de la France, née sous la pression d'une bourgeoisie régnante, est l'expression littéraire de la révolte contre ce régime. Elle fut introduite en Allemagne au moment où la bourgeoisie commençait sa lutte contre l'absolutisme féodal.

Les philosophes, les demi-philosophes et les beaux esprits allemands se jetèrent avidement sur cette littérature, mais ils oublièrent que les relations sociales de la France n'avaient pas été importées en Allemagne en même temps que sa littérature. Par rapport aux conditions allemandes, la littérature française perdit toute signification pratique immédiate et prit un caractère purement littéraire. Elle ne devait plus paraître qu'une spéculation oiseuse sur la réalisation de l'être humain. Pour les philosophes allemands du XVIII^e siècle, les revendications de la première révolution française n'avaient que le sens d'être les revendications de la raison pratique en général, et la manifestation de la volonté des bourgeois révolutionnaires de France signifiait les lois de la volonté pure, de la volonté telle qu'elle doit être, de la volonté vraiment humaine.

Le travail des littérateurs se bornait à mettre d'accord les idées françaises avec leur vieille conscience philosophique, ou plutôt à s'approprier les idées françaises en les accommodant à leur point de vue philosophique.

Cette appropriation se fit de la même manière qu'on s'assimile une langue étrangère, par des traductions.

On sait de quelle façon les moines superposèrent sur les manuscrits des auteurs classiques du paganisme les absurdes légendes des saints catholiques. Les gens de lettres allemands agirent en sens inverse à l'égard de la littérature française. Ils insinuèrent leurs non-sens sous l'original français. Par exemple, à la place de la critique française de l'argent, ils écrivirent : *abnégation de l'être humain*; à la place de la critique française de l'état bourgeois, ils écrivirent *annihilation du règne de l'abstrait universel*.

Cette interpolation de la phraséologie philosophique au milieu du développement français, ils la baptisèrent « Philosophie de l'action », « Vrai socialisme », « Science allemande du socialisme », « Base philosophique du socialisme », etc.

De cette façon ou émascula complètement la littérature socialiste et communiste française.

Et parce qu'elle cessa, entre les mains des Allemands, d'être l'expression de la lutte d'une classe contre une autre, le philosophe allemand se félicita de s'être élevé au-dessus de l'étroitesse française, d'avoir revendiqué, non pas de vrais besoins mais « le besoin de la vérité », d'avoir défendu, non pas les intérêts du prolétaire, mais « les intérêts de l'être humain, de l'homme en général », de l'homme qui n'appartient à aucune classe ni à aucune réalité et qui n'existe que dans les brouillards de la fantaisie philosophique.

Ce socialisme allemand qui prenait si solennellement au sérieux ses maladroits exercices d'écolier et qui les tambourinait si insolentement, perdit cependant petit à petit son innocence de pédant.

La lutte de la bourgeoisie allemande et principalement de la bourgeoisie prussienne contre la monarchie absolue et féodale, en un mot, le mouvement libéral devint plus sérieux.

De sorte que le vrai socialisme eut l'occasion d'opposer les réclamations socialistes au mouvement politique. Il put lancer les anathèmes traditionnels contre le libéralisme, contre l'état représentatif, contre la concurrence bourgeoise, contre la liberté bourgeoise de la presse, contre le droit bourgeois, contre la liberté et l'égalité bourgeois; il put prêcher aux masses qu'elles n'avaient rien à gagner, mais qu'elles avaient au contraire tout à perdre à ce mouvement bourgeois.

Le socialisme allemand oublia au moment voulu que la critique française, dont il était l'écho affaibli, présupposait la société bourgeoise moderne avec ses conditions matérielles d'existence et une constitution politique correspondantes, une série de conquêtes présupposées qu'il restait encore à l'Allemagne à faire.

Les gouvernements absolus de l'Allemagne avec leur cortège de prêtres, de pédagogues, de hobeaux et de bureaucrates, se servirent de ce socialisme comme d'un épouvantail pour effrayer la bourgeoisie grandissante.

Il forma l'affadissant complément des terribles coups de fouets et des balles avec lesquels ces mêmes gouvernements écrasèrent les soulèvements des ouvriers allemands.

Si le vrai socialisme devint ainsi une arme entre les mains des gouvernements, il représentait directement, en outre, un intérêt réactionnaire, l'intérêt des petits bourgeois. La classe des petits bourgeois, transmise par le XVI^e siècle et depuis lors sans cesse renaissante, constitue, pour l'Allemagne, la vraie base sociale des conditions existantes.

La maintenir est maintenir les conditions allemandes actuelles avec la domination industrielle et politique de la bourgeoisie : cette classe entrevoit sa destruction, d'une part par la concentration des capitaux, d'autre part par la formation d'un prolétariat révolutionnaire. Le vrai socialisme était une pierre qui tuait deux oiseaux à la fois. Il se propagea comme une épidémie.

Le vêtement tissé avec les fils immatériels de la spéculation, brodé des fleurs du bel esprit et saturé d'une rosée sentimentale, le vêtement hyper-physique dans lequel les socialistes allemands enveloppèrent leurs quelques maigres vérités éternelles, fut une réclame qui activa la vente de leur marchandise auprès de ce genre de clients.

De son côté le socialisme allemand comprit de plus en plus que sa vocation était d'être le représentant grandiose de cette petite bourgeoisie.

Il proclama la nation allemande la nation normale et le philistin allemand l'homme normal. Il donna à toutes ses infamies un sens caché, un sens socialiste et élevé qui les faisait paraître le contraire de ce qu'elles étaient. Il tira la dernière conséquence en s'élevant contre la tendance « brutalement destructive » du communisme et en se déclarant au dessus des partis et de toutes les luttes de classe.

A quelques exceptions près, toutes les publica-

tions soi-disant socialistes et communistes qui circulent en Allemagne appartiennent à cette sale et énervante littérature.

(A suivre).

Demandez à Paris

A LA MAISON DU

PONT-NEUF

RUE DU PONT-NEUF — PARIS

Le Nouveau Catalogue et les Gravures des Vêtements pour Hommes et Enfants.

1885 HIVER 1886

Envoi Gratuit et Franco

QUELQUES PRIX DU CATALOGUE

PARDESSUS Draperie mode, doublure confortable. 17 fr.	COMPLETS Forte draperie indestructible. 29 fr.
CÉRÉMONIE Complet drap noir fin. 35 fr.	FOURRURES Pardessus Col, Parements, Revers, vraie fourrure. 36 fr.
ENFANTS Pardessus Belle draperie. 7 fr.	ENFANTS Costumes Drap nouveau. 5 fr. 75

Tout vêtement convenable ne convient pas l'argent en est retourné de suite par mandat-poste.

Expedition franco de port dans toute la France à partir de 25 francs.

DEMANDEZ LE CATALOGUE AUX DIRECTEURS DE LA MAISON DU PONT-NEUF, PARIS.

REVUE FINANCIÈRE

Le système d'emprunt continu adopté par les Etats, s'est propagé aux départements, aux villes et même aux communes les plus petites.

Cependant il faut avouer que ces emprunts-là sont plus raisonnables que ceux des Etats; car ils ont pour but généralement de faire face à des dépenses utiles pour travaux de voirie, d'assainissement ou d'embellissement.

De plus, ces emprunts sont tous remboursables dans un délai relativement court. On peut en somme accepter la théorie qui consiste à faire supporter à la génération suivante une partie des dépenses faites par une génération, puisque le bien-être en résultant profitera au moins autant à l'une qu'à l'autre.

Le principe des emprunts productifs peut donc à la rigueur être admis. Cependant il serait préférable que les communes pussent se suffire à elles-mêmes avec leurs ressources; mais on leur a enlevé leurs revenus naturels, c'est-à-dire ceux du sol, en les donnant à des individus qui en jouissent injustement sous le nom de propriétaires fonciers. Ces recéleurs se repaissent de génération en génération le produit d'un vol primitif opéré par surprise ou par conquête. La Révolution sociale, seule, peut rétablir les droits indiscutables de l'humanité sur le sol, et rendre aux communes leurs biens.

En attendant, elles sont forcées d'emprunter. Il n'y aurait qu'un mal relatif, si les fonds empruntés étaient dépensés sérieusement. Malheureusement des exploiters, Haussmann et autres, profitent de la confiance dont ils sont investis pour détourner dans les opérations faites des sommes considérables, et le contribuable paye ainsi non seulement le capital détourné, mais encore l'intérêt pendant de longues années de ce capital.

Donc, c'est aux conseils municipaux à surveiller scrupuleusement l'emploi des fonds procurés aux communes au prix de sacrifices énormes présents et futurs.

La Bourse de Paris

Mercredi, 21 octobre 1885.

La question d'Orient est entrée dans une phase plus calme. — La diplomatie pourra sans doute assurer la tranquillité de la presque ile des Balkans.

Quant aux élections elles sont républicaines, et on espère qu'un ministère de conciliation pourra réunir une majorité suffisante pour gouverner.

Aussi nos fonds d'Etat ont-ils reconquis les cours que je prévoyais. Le 3 0/0 est à 80.30, le 4 1/2 à 109.40. Le mouvement de reprise peut continuer jusqu'à la fin du mois.

Le Crédit Foncier a dépassé le cours de 1300 francs que je vous indiquais la semaine dernière. Les obligations sont très fermes, c'est un des meilleurs placements pour la petite épargne.

PENAUD.

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE

A. LECOURTOIS

libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 broché, 2 fr. 25 r. richement relié; (1^{re} édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.